

Bilan du Conseil National de Québec solidaire des 20 et 21 novembre 2020

Friday 27 November 2020, by [FRAPPIER André](#), [RIOUX Bernard](#) (Date first published: 25 November 2020).

Le Conseil national de Québec solidaire a permis une réflexion nécessaire concernant l'exercice démocratique. Il a également ouvert de nouvelles perspectives concernant les nations autochtones et a dressé le chemin menant à la prochaine campagne électorale en mettant en place le fonctionnement pour élaborer la plateforme électorale.

Mais il n'a pas donné l'occasion de discuter d'une véritable analyse de la conjoncture ni de prendre le pouls de la situation afin de procéder à l'évaluation des autres partis politiques ni du bilan du gouvernement Legault. Les présentations d'ouvertures ont plus souligné le travail de la direction de QS avec les travailleurs et travailleuses essentiel-le-s et de celui du caucus des député-e-s sur les lignes de piquetage et dans les manifestations. Le rapport de l'aile parlementaire exprimait bien le travail effectué, mais ne portait aucun regard bilan de la période politique en temps de pandémie ni de la montée populaire du gouvernement Legault.

Bloc sur la campagne politique — un plan pour une relance verte et solidaire au Québec

Le Bloc sur la campagne politique a été le premier mis en discussion. Cela n'était pas prévu dans un premier temps, mais l'ordre du jour avait déjà été redéfini par le Comité de Coordination National (CCN) suite aux demandes de plusieurs associations. La reprise de la campagne politique par le CCN ainsi que la proposition d'urgence en réponse à la mise à jour économique gouvernementale montrent que la direction du parti avait bien compris le signal donné par le CN d'urgence de septembre dernier.

Le débat a été mal engagé lorsque la proposition soumise par l'association d'Hochelaga-Maisonneuve, indiquant que l'embauche de 250 000 personnes dans le secteur public soit la revendication centrale de la campagne politique, a été battue. Cette décision a créé une certaine confusion. Un autre amendement soumis par différentes associations proposait que la revendication de 250 000 emplois dans le secteur public adoptée au CN extraordinaire de septembre 2020 soit intégrée à notre campagne politique pour « *une relance juste, verte et pour un pays solidaire* ». Le comité synthèse notait qu'elle était non retenue parce que déjà adoptée au CN de septembre. Nous avons eu confirmation que cette résolution n'est pas remise en question. Dans la même foulée cependant, même l'idée d'une démarche de consultation avec L'IRIS et d'autres organisations sociales a été défaite, ce qui est en fait irréaliste.

Ce qui a été rejeté en fait, c'est une bataille politique sur une cible précise pour de mauvaises raisons. La gauche s'est vraiment piégée en liant la cible à 250 000 emplois au lieu de poser la nécessité de défendre une cible basée sur des chiffres précis sortis d'une collaboration avec les organisations syndicales, populaires, féministes et jeunes. Cela pose un problème important. Mais la décision toujours en vigueur du CN de septembre d'intégrer la campagne pour la création d'emplois dans le secteur public à notre campagne politique existe toujours et nous donne un point d'appui.

En plus, la *motion d'urgence* en réponse à la mise à jour économique gouvernementale proposée par le CCN et adoptée par le Conseil National, a comme objet principal de demander au gouvernement Legault à renoncer à toute forme d'austérité ou de compression budgétaire et de faire un réinvestissement historique dans les services publics. Cela doit incontestablement passer par un investissement massif en emplois.

Mais la direction de QS aurait intérêt à apporter des précisions à cet égard. Dans son communiqué de presse publié au lendemain du CN, Québec solidaire apporte une explication détaillée des revenus tirés par les mesures fiscales adoptées, mais n'indique pas de quelle façon et où elles devraient être investies dans les services publics. Par exemple il serait important que le parti se prononce sur les revendications des centrales et sur le comportement du gouvernement Legault dans ces négociations. Il est tout même un peu étonnant que cela ne soit pas encore fait.

Il est important de rappeler que la campagne contre le projet GNL Québec avait déjà été adoptée au Conseil national de septembre dernier. On peut d'ailleurs constater avec le récent communiqué de Québec solidaire que cette campagne est déjà en action.

De la démocratie, un fil à plomb de ce CN

La démocratie a été un fil à plomb de ce CN et cela à 4 niveaux :

- a. *La reconnaissance d'une commission nationale autochtone* et la volonté de traduire la plate-forme du parti dans les différentes langues autochtones montrent une ouverture à la réalité autochtone et est un point fort dans l'évolution démocratique du parti
- b. *Un rapport sur la démocratie* constitue une reconnaissance d'une série de problèmes au niveau de la démocratie dans le parti. Le rapport présente de nombreuses situations problématiques et propose des solutions intéressantes, entre autres l'établissement d'un outil horizontal de communication entre les associations et entre les membres. La place des *réseaux militants* reste peu ou pas définie (budget, droit de délégation, importance de leur construction). Le rapport ne s'adresse pas à la problématique de croissance à laquelle ont été confrontés tous les partis de gauche, soit l'augmentation du pouvoir de l'aile parlementaire par rapport à celui du parti et des membres. Il nous semble que cette question est fondamentale à l'étape actuelle de notre développement. Néanmoins 60 propositions ont été faites, ce qui constitue une contribution non négligeable en ce début de débat sur la question.
- c. Le travail amorcé sur le *code d'éthique et la politique de prévention et de résolution des conflits* représente une avancée importante. Une réflexion est avancée pour aider les groupes opprimé-e-s qui ont moins accès à la parole ou aux possibles recours envers des comportements ou injustices commis auprès des membres. Les résultats des travaux du comité seront soumis au Conseil national de mai 2021.
- d. *La démarche de la production de la plate-forme électorale* cherche à impliquer membres et sympathisant-e-s dans la définition des orientations. Cette intention est fort importante et correspond à une volonté d'une démocratisation véritable du fonctionnement du parti sur cette question. À cet effet il faut saluer l'adoption de l'amendement de l'association de Viau qui indique que Québec solidaire encouragera la tenue d'assemblées citoyennes par les associations locales ou régionales ainsi que par les collectifs et réseaux militants.

Cependant le processus a été quelque peu confus. Le cahier de proposition du CCN comprenait deux textes de références *Le Québec a besoin d'un changement de cap* préparé par la Commission politique et *Principes de la transition solidaire* issu d'une discussion lors d'une journée de réflexion.

Fait inusité, aucun des deux textes n'était inclus dans les propositions formulées dans le cahier, on serait porté à se demander quelle était leur utilité ? C'est le comité synthèse qui a intégré dans son rapport la référence au document *Principes de la transition solidaire*, et suite aux amendements de plusieurs associations, *Le Québec a besoin d'un changement de cap*. On peut se questionner sur le leadership politique des membres du CCN dans cette affaire.

L'autre question est qu'est-il advenu du plan de transition très élaboré adopté par le CCN en 2018 et qui a servi de base à la campagne électorale ? Ce plan *Maintenant ou jamais*, devait à l'origine être soumis à une instance nationale, mais il avait été finalisé trop tard pour permettre une discussion avant les élections. Plusieurs instances avaient pourtant demandé à ce qu'il soit soumis au débat lors d'une prochaine instance nationale, car ce plan ne définissait pas seulement les perspectives pour une campagne électorale précise, mais traçait un cheminement d'une transition économique et écologique jusqu'en 2050. Avec la sortie du *Plan pour une Économie Verte* de François Legault, ce débat s'avérera incontournable.

Le collectif pour la laïcité

Une question complexe à discuter et à trancher. Retirer l'accréditation à une instance n'est pas chose à considérer à la légère et il était important de réitérer l'importance du droit à la dissidence et à la légitimité de collectifs représentant les opinions minoritaires au sein du parti. Il aurait été certainement plus approprié de reconsidérer l'accréditation du collectif laïcité dans le cadre d'un retour sur le rôle des collectifs.

De fait les collectifs avaient été créés à la naissance de Québec Solidaire afin de permettre aux différentes composantes et courants politiques qui avaient joint QS d'exister formellement et d'être reconnus. La principale condition était de ne pas présenter de candidature sous leur propre bannière lors des élections. La situation a beaucoup changé et il serait sûrement approprié de revoir nos statuts afin d'actualiser et redéfinir leur rôle.

Mais plusieurs associations s'étaient plaintes et plusieurs membres s'étaient sentis ostracisés par la propagande du collectif, particulièrement celles qui portaient le hijab. Cela avait également un effet envers la population à l'extérieur de Québec solidaire. C'est dans ce sens qu'il a été considéré que le collectif ne respectait pas les valeurs du parti, et ce malgré de nombreuses rencontres de la direction de QS avec le collectif.

L'angle mort : la place de l'indépendance aux prochaines élections

L'angle mort de ce CN a été l'indépendance du Québec. Alors que le dernier congrès avait été celui du parachèvement de la fusion avec Option nationale, ce CN a été celui du silence sur la question nationale et sur l'indépendance du Québec. La question n'est pas qu'on doive parler d'indépendance à chaque fois, mais l'établissement d'un cadre stratégique en vue des élections est difficilement envisageable sans considérer la question le rôle de l'État fédéral. Par ailleurs un plan environnemental pour faire face à la crise climatique ne peut se limiter à une gestion provincialiste et doit inclure la perspective de rupture avec l'État canadien et une perspective internationaliste. C'est dans un tel cadre que doit se situer notre perspective indépendantiste.

Nous ne pouvons demeurer silencieux alors que le PQ fait une rupture avec sa pratique des dernières décennies d'écarter l'enjeu de l'indépendance à chaque élection. Le Conseil national du PQ qui se tenait au même moment a clairement affirmé le fait que le PQ ferait de la tenue d'un référendum sur l'indépendance un enjeu des prochaines élections générales. Le projet indépendantiste du PQ divise la question de l'indépendance d'un projet de société égalitaire et promeut une vision identitaire au détriment des populations ethnoculturelles. Québec solidaire est le

seul partr à avoir un projet inclusif qui permet de réaliser une société égalitaire dans un Québec indépendant. Toute cette problématique ne peut être écartée de la définition de la prochaine plateforme électorale.

André Frappier
Bernard Rioux

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.S.

Presse-toi À Gauche

<https://www.pressegauche.org/Bilan-du-CN-des-20-et-21-novembre-2020>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste: [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)